

faire beaucoup pour établir la paix et la stabilité dans ce monde troublé. Aussi décourageante que puisse paraître la situation à certains, je dirai que nous, qui appartenons au monde libre,—surtout nous, les Canadiens,—avons un avantage que tous les engins militaires, toutes les bombes, les “spoutniks” et “muttniks” ne peuvent supprimer. Ce n'est pas seulement un avantage moral, mais un avantage physique; il s'agit de nos liens de parenté avec les dizaines de millions de gens qui sont aujourd'hui opprimés par ce tyran international qu'est le communisme.

Leur esclavage qui se terminera bientôt, comme nous l'espérons, à la suite des efforts de tous les peuples libres, est un état de choses existant qui retiendra, en réalité, toute intention insidieuse que les dirigeants russes peuvent nourrir en vue de leur expansion mondiale, jusqu'à ce qu'un jour le noyau communiste éclate en raison de sa nature même, et finisse comme toutes les dictatures. Quand cet événement se produira, nous aurons, par nos divers efforts au sein du Commonwealth britannique et de l'OTAN, par l'aide que nous portons aux pays insuffisamment développés et surtout par notre travail aux Nations Unies, contribué d'une façon efficace et digne de notre patrimoine à la libération des nations maintenant esclaves de l'impérialisme russe qui se cache de nos jours sous le manteau du communisme international.

A entendre ces communistes déclamer, divaguer et disséminer des faussetés au sujet de la Grande-Bretagne, qui, par des méthodes d'éducation et d'évolution, a apporté la liberté, la démocratie et le gouvernement autonome à nombre d'anciennes colonies et de peuples arriérés, on s'aperçoit qu'il s'agit d'une violation criante de la vérité que l'histoire révélera un jour, tout comme elle révélera les méthodes insidieuses et brutales que les communistes ont utilisées pour asservir une nation après l'autre, à tel point qu'aujourd'hui la majeure partie de l'Europe orientale et centrale est sous leur domination.

Nombre de pays qui sont aujourd'hui assujettis au communisme sont des nations qui, il y a à peine quarante ans, avaient atteint la liberté et l'indépendance après des siècles d'esclavage. Je prédis que ces nations connaîtront de nouveau la liberté, car je crois que la vérité et la justice doivent finir un jour par triompher, et je sais que nos efforts dans ce sens nous gagneront l'amitié éternelle de toutes ces nations, dont la plupart ont des liens raciaux avec nombre de nos citoyens.

Au cours des quelques dernières semaines, on a beaucoup parlé d'unité nationale dans cette enceinte. Je n'ai pu comprendre les

raisons qui ont motivé certaines observations des députés qui ont abordé la question, à moins que celles-ci ne soient la manifestation d'un esprit de clocher que la plupart des Canadiens croyaient disparu de notre pays. La plupart des députés ont souvent entendu, j'imagine, des orateurs exaltés du parti libéral faisant l'éloge des réalisations en matière d'unité nationale, qu'ils disaient établie sur une base politique solide. A présent que le parti libéral a perdu les élections, il semble selon certains membres de ce parti, que cela marque la fin de l'unité nationale dans notre pays. Qu'il suffise de dire que ces remarques révélatrices et étonnantes de certains de nos vis-à-vis soulignent simplement que le parti conservateur, qui détient maintenant le pouvoir, s'est révélé et il en sera toujours ainsi pour ceux qui disent la vérité, un grand parti canadien qui représente toutes les provinces et tous les groupements dont est fait notre beau pays.

J'ajoute que notre parti, étant donné qu'il est établi sur une vaste base nationale et qu'il comprend des représentants, non seulement des deux principaux groupes ethniques dont certains députés ont parlé, mais aussi d'autres groupes importants du point de vue ethnique ou autre, sauvegardera jalousement les droits de toutes les minorités, petites ou grandes, même si parfois, et pour des raisons très plausibles, un groupe appuie davantage un autre parti.

A ce propos, je ne crois pas qu'il y ait rien de bien particulier dans les résultats des élections du 10 juin. On doit à neuf provinces sur dix la majeure partie de l'augmentation du nombre des députés conservateurs à la Chambre des communes. Les Canadiens ont voulu changer de gouvernement et ils se sont prononcés en faveur d'un régime conservateur. Quant à la population de Québec, elle a agi d'une façon que je trouve assez fréquente au cours d'élections libres; elle a appuyé, pour employer une expression du langage politique, “son fils favori”, un grand Canadien qui a toujours joui d'un grand prestige personnel dans sa province natale, tout comme d'autres membres éminents de la Chambre,—aujourd'hui et autrefois,—ont joui d'un semblable prestige dans d'autres régions du pays. Je veux parler, naturellement, du très honorable chef de l'opposition (M. St-Laurent).

Je crois que nous sommes dans une situation ordinaire, qui existe, non seulement au Canada, mais également dans les autres démocraties. Ce qui, à mon avis, est fâcheux pour les membres de l'opposition, c'est qu'à l'heure présente du moins, ils n'ont personne dans leurs rangs qui puisse être l'émule du distingué Canadien dont je viens de parler. par conséquent, je suis certain que lorsque